



# La Commune



## Voter utile, c'est voter LO-LCR

c'est voter LO-LCR | Elections européennes du 13 juin 2004

**CONTRE L'EUROPE CAPITALISTE, CONTRE  
CHIRAC-RAFFARIN III,**

**VOTER UTILE, C'EST VOTER LO-LCR**

Le " projet de Constitution européenne " élaboré par la droite démocrate-chrétienne d'Europe, dont Valéry Giscard d'Estaing, et remis en selle par le nouveau gouvernement (de gauche) de l'Etat espagnol est très clair : il s'agit d'entériner l'Europe de la finance, des appétits capitalistes, et de niveler par le bas les droits sociaux.

Il suffit de citer le titre I, article 1-4 : " *La libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux ainsi que la liberté d'établissement sont garanties par l'Union et à l'intérieur de celle-ci, conformément aux dispositions de la Constitution.* "

Il s'agit donc bien, dans la continuité des traités de Maastricht-Amsterdam, d'une Europe réduite à un grand marché économique où les peuples ne peuvent se partager que la misère.

## La fin des services publics

Dans les trois cents pages de projet de Constitution, le terme " services publics " n'est pas cité une seule fois. En revanche, on trouve à l'article II-36 :

" *L'Union reconnaît et respecte l'accès aux services d'intérêt économique général tel qu'il est prévu par les législations nationales (...).* "

C'est en fait, par cette notion de " services d'intérêt général " (SIG), la fin des services publics. D'ailleurs, la Commission européenne a annoncé la couleur au sujet des SIG : " *Le fait que les fournisseurs de services d'intérêt général soient publics ou privés n'a pas d'importance dans le droit communautaire (...).* "

C'est bien le feu vert à la privatisation tous azimuts, telle qu'elle est voulue en France par les gouvernements de gauche comme de droite depuis vingt ans, qui est inscrit noir sur blanc dans cette Constitution.

## Une Europe antilaïque, anti-avortement, obscurantiste

Ainsi, citons le chapitre II, articles 51-1 et 51-3 :

" *L'Union respecte et ne préjuge pas du statut dont bénéficient, en vertu du droit national, les Eglises et associations ou communautés religieuses dans les Etats membres. (...) Reconnaisant leur identité et leur contribution spécifique, l'Union maintient un dialogue ouvert, transparent et régulier avec ces Eglises et organisations.* "

Ce qui signifie très clairement que cette Constitution européenne n'est absolument pas fondée sur la laïcité, c'est-à-dire la séparation des Eglises et de l'Etat comme c'est le cas en France depuis 1905.

Et, seule ou à peu près dans toute l'Europe, la France conserve jusqu'à présent ce principe de séparation, contrairement à

l'Espagne, au Portugal, à la Grande-Bretagne et même à l'Allemagne où les crucifix fleurissent légalement dans les écoles (comme en France en Alsace-Moselle, en vertu du Concordat).

La monarchie espagnole vient - en s'appuyant sur la Constitution, faut-il le rappeler, écrite par Franco - de rétablir l'éducation religieuse obligatoire à l'école, en toute légalité ! Et que dire de la Pologne...

La Constitution européenne fait donc la part belle aux Eglises, surtout catholiques et protestantes, et tourne le dos à la laïcité. Ainsi, la Pologne ayant intégré l'UE, elle est venue renforcer les rangs des anti-avortement, en toute légalité et dans l'esprit de cette Constitution, avec Malte, l'Irlande et le Portugal.

Une Europe antilaïque, capitaliste, où les services publics et le droit à l'avortement ne seraient plus qu'un lointain souvenir, voilà ce qu'ils nous préparent.  
C'est pourtant ce projet de Constitution que la droite - quoi de plus normal - mais aussi le PS et les Verts défendent !

Et c'est ainsi que, droite comme " gauche plurielle " ont un fil à la patte, celui qui les relie plus fortement qu'un câble aux intérêts de l'économie de marché et des patrons du Medef. Sur toutes les questions majeures, chômage, retraites, recherche, culture, instruction publique, Sécurité sociale, les uns comme les autres (PCF inclus) sont d'accord sur l'essentiel, sur le fond comme dans la forme.

Et les mêmes qui, par millions, ont infligé une cinglante défaite au gouvernement Chirac-Raffarin II lors des dernières régionales et cantonales, n'ont aucune envie ni enthousiasme à voir Raffarin III, désormais illégitime, remplacé par une " gauche plurielle II " qui continuerait inmanquablement cette politique pro-capitaliste rejetée par l'immense majorité.

## Le vote LO-LCR, un vote de rupture, de combat et d'espoir

Dans ces conditions, le seul vote utile et utilisable par les salariés, les chômeurs et les jeunes est, comme déjà en mars dernier, le vote LO-LCR, seul vote sans la moindre équivoque contre Chirac-Raffarin.

C'est pourquoi l'organisation La Commune soutient inconditionnellement et sans réserve les listes LO-LCR, pour les mêmes raisons qui l'ont amenée en mars dernier à faire campagne avec LO-LCR et à être présente sur ces listes communes aux élections régionales du Val-de-Marne, avec Daniel Petri, cheminot, conseiller municipal d'Alfortville.

Pour en finir avec le gouvernement Chirac-Raffarin III,  
Pour une Europe des travailleurs et des peuples,  
Contre la Constitution européenne et le traité de Maastricht-Amsterdam,

## LE 13 JUIN, VOTONS LO-LCR

---

Modifié le mercredi 25 avril 2007

---

## Voir aussi dans la catégorie Tracts nationaux



Journée internationale contre toutes les violences faites aux femmes

La Commune - pour un parti des travailleurs, section française de la Ligue Socialiste Internationale, se joint comme chaque année à la journée mondiale de mobilisation du 25 novembre pour... >>



La lutte des classes, plus que jamais !

Après les cocoricos - « Vive reprise de l'économie française » titrait Le Point le 1er juillet -, les prévisions de l'INSEE et du gouvernement d'une croissance à 6,25 % en 2021 et les... >>

**La Commune**  
Pour un Parti des Travailleurs

La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... >>



Retraites : ni loi ni réforme ! Dirigeants syndicaux, arrêtez de discuter !



Ce gouvernement veut liquider la « protection sociale à la française » et son système dit de retraite par répartition : son but est de faire main basse sur l'énorme budget de la Sécurité... »

---

**La Commune**  
Pour un Parti des Travailleurs

SAUVONS LES HOPITAUX ! Pour un appel uni à la population

Depuis deux ans, les personnels hospitaliers et leurs syndicats CGT FO SUD combattent pied à pied les « réformes », « plans » et leurs conséquences terribles pour l'ensemble des personnels... »

---

**La Commune**  
Pour un Parti des Travailleurs

Pour Théo. Unité ! Justice - Vérité !

Nous le savons tous, un jeune homme de 22 ans a été victime d'actes de barbarie et de torture par des policiers d'Aulnay-Sous-Bois, le 2 février dernier. Nous le savons tous, le procureur de... »

---